



LA FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉNIENNE DASHNAGTSUTYUN, LE PARTI JEUNE TURC ET LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

(9)

DEUXIÈME ANNÉE

N° 25

1^{er} OCTOBRE 1909

Correspondance d'Orient

REVUE BI-MENSUELLE

Les Partis à la Chambre Ottomane

Y a-t-il eu des partis à la Chambre ottomane et quels sont-ils ?

Oui, il y en a eu. Leur existence a-t-elle été un bien ou un mal pour la Jeune-Turquie ?

Un mal. Je m'explique : Lors de l'ouverture du Parlement, le 17 décembre 1908, deux partis se dessinèrent nettement à la Chambre : le Comité Union et Progrès et l'Union Libérale ; les premiers temps, ces deux partis qui comprenaient chacun de nombreux adhérents semblaient être d'accord et vouloir travailler au relèvement de la patrie commune, mais, un mois et demi après, la querelle commença ; le signal fut donné par la presse, le Tanine, le Churai-Ummet (unionistes) étaient aux prises avec l'Ikdam, le Yeni-Gazella, le Serbesli (libéraux) ; à la Chambre, les députés grecs et la plupart des arméniens s'étaient joints aux thrariens et ce furent alors de véritables disputes, ce qui provoqua la chute des cabinets Saïd et Kiamil pacha ; le 13 février, Hussein Hilmi pacha était nommé grand vézir.

Le Comité Union et Progrès triomphait donc. C'est alors que se forma un nouveau parti qui avait soi-disant pour but le maintien des lois du Chériat : le Comité Mohamedi ou du Volcan. La lutte devint terrible au sein de l'Assemblée ; au lieu d'examiner les projets de lois, les adversaires passaient leur temps à s'insulter ; la réaction, avec Abdul-Hamid en tête, profita de cette division. Le 13 avril, éclatait la fameuse crise soldatesque que l'on connaît et qui devait se terminer le 24 par l'entrée à Constantinople de l'armée de Roumélie avec Mahmoud Chewket pacha et la déposition d'Abdud Hamid.

Donc, cette première période (car on peut diviser la session parlementaire en deux grandes périodes : la première du 17 décembre 1908 au 13 avril 1909, et la seconde, du 25 avril à la clôture), grâce à l'hostilité des partis, fut la cause des tristes événements du 13 avril, car si l'union existait entre les députés, je dirai même si l'union existait entre les divers éléments, si cette haine des libéraux pour les unionistes n'était pas née, la réaction n'aurait pas osé tenter le coup du 13 avril. Une fois de plus, le vieux proverbe : L'union fait la force trouve ici son application. Voilà donc pourquoi je disais, au commencement de ces lignes que l'existence des partis à la Chambre ottomane était un mal, était un danger pour la Jeune-Turquie. La Chambre, si je puis m'exprimer ainsi, est encore trop neuve, trop jeune, il lui faut du calme, de la concorde, elle n'est pas encore faite pour soutenir les grandes luttes comme chez nous, elle se trouble, s'égare à la moindre alerte.

Je ne méconnaissais pas l'utilité des partis dans une Chambre, ils sont nécessaires, ils sont indispensables, mais lorsque, comme en Turquie, le régime parlementaire vient de naître, une parfaite union MOMENTANÉE est indispensable. Voici ce qu'écrivait à ce sujet, le 11 avril dernier, le prince Aziz Benaïad dans l'Indépendant : » La plus grande plaie morale « de notre Révolution est l'esprit de parti qui divise les esprits « et les hommes et les empêche de recueillir tous les fruits de la « Constitution. C'est la source même de toutes les difficultés qui « surgissent incessamment et mettent une entrave aux réformes « pressantes. »

L'existence de plusieurs partis est absolument indispensable « dans un Etat constitutionnel, puisque c'est du choc des idées que « jaillit la lumière. Mais quand l'intolérance y pénètre et anime « chacun, de ses membres, elle ne peut que les rendre nuisibles, « comme le furent ceux de la grande Révolution française. » Donc, pendant cette première période, du 17 décembre 1908 au 13 avril 1909, par suite de l'hostilité des trois partis, la Chambre ottomane a été incapable de réaliser les réformes désirées. Par contre, la seconde période, du 25 avril à la clôture de la session, fut laborieuse et fructueuse.

Il n'y avait plus alors de partis à la Chambre ottomane, si ce n'est le Comité Union et Progrès ; en effet, l'Union Libérale et le Comité réactionnaire Mohamedi n'existaient plus ; leurs membres étaient en fuite ou condamnés par la cour martiale. Le prince Sabaheddine retournait à Paris et le derviche Vahdetti, chef du Comité Mohamedi, était exécuté. Ceci ne veut pourtant pas dire que le Comité Union et Progrès régnait en maître, témoin la question des Mustéchars (sous-secrétaires d'Etat), que le Comité ne put réussir à faire admettre, le projet ayant été combattu par Lut-fi bey et son groupe.

Au groupe Lutfi, il faut ajouter la corporation des Ulémas, d'ordinaire ennemis des réformes. On se rappelle les protestations que déchaînèrent les deux propositions suivantes : l'adoption de l'heure franque pour les séances et la nomination du comte Léon Astrorog comme conseiller au ministère de la Justice. Donc, pendant cette seconde période, trois courants étaient en présence à la Chambre ottomane : le Comité Union et Progrès, le groupe Lutfi bey et les Ulémas. Ces trois groupes distincts ne peuvent s'appeler des partis, ce sont- trois courants d'idées différentes,

mais dont les membres sont tous des Jeunes-Turcs et qui savent se grouper quand il faut défendre les idées constitutionnelles, le prestige et l'honneur de la patrie ; exemple ; le droit de réunion, projet combattu par l'ex-ministre de l'Intérieur Férid pacha et vaillamment défendu par toute la Chambre. Cette seconde période, comme je l'ai déjà dit, fut la vraie période parlementaire ; un grand travail a été accompli par la Chambre : des lois ont été volées, des projets examinés et discutés. Qu'il me suffise de citer : la loi sur la presse, celle sur le service militaire des non-musulmans, celle sur les vagabonds et enfin la discussion du budget.

A l'heure où j'écris ces lignes, la Chambre ottomane a cessé ses travaux, quelques députés ont regagné leurs foyers, d'autres ont entrepris des voyages à travers les provinces, pour instruire le peuple par des conférences sur les bienfaits du régime parlementaire, d'autres, enfin, voulant s'instruire eux-mêmes, se sont rendus à Paris et à Londres, et je les approuve. Dans trois mois, c'est-à-dire le 14 novembre prochain, la Chambre reprendra ses travaux ; je ne pense pas que d'ici là les partis puissent se former ; je ne le souhaite du reste pas. Les trois groupes dont j'ai parlé plus haut continueront sans doute à exister et travailleront de leur mieux dans l'intérêt de la Patrie ottomane.

Le moment n'est pas encore venu pour la Jeune-Turquie de posséder des partis, elle est encore trop novice, elle ne connaît qu'imparfaitement le régime parlementaire. La naissance de plusieurs partis distincts à la Chambre ottomane amènera de rechef des querelles et des haines, et si les tristes événements d'avril dernier ne se reproduisent plus, du moins verrons-nous des campagnes de presse toujours néfastes, et au sein de l'Assemblée, les députés se quereller, s'insulter, s'entre-déchirer au lieu de travailler ; alors qu'arrivera-t-il ? Le sultan Mehemed V se verra dans la triste obligation de dissoudre la Chambre, et ce serait déplorable vis-à-vis du pays, vis-à-vis de l'Europe surtout.

Donc, de tout ce que je viens de dire, il ressort que, pour le moment, l'existence de plusieurs partis à la Chambre ottomane ne peut qu'être nuisible, celle-ci n'étant pas encore taillée pour les grandes luttes. J'aime à espérer toutefois que d'ici trois ans, les députés seront plus instruits des idées nouvelles, la Chambre plus apte, plus forte à subir le choc des différentes idées, le peuple moins ignorant et plus au courant du mécanisme du régime constitutionnel. Alors les partis pourront naître sans crainte, ils devront même naître, car leur existence est indispensable, puisque c'est du choc des idées diverses que la lumière finit toujours par jaillir ; d'ailleurs, une Assemblée sans partis est un navire sans gouvernail ; il ne faudrait pas que l'on puisse dire cela de la Jeune-Turquie, son honneur le lui défend et elle saura le garder intact, j'en suis certain.

A. DESANNE-BEAULIEU. Constantinople, le 20 septembre 1909.

Les affiliations politiques des députés membres du Parlement ottoman 1908-1912

Les affiliations politiques des députés sont données dans la colonne. Comité Union et Progrès (Ittihad ve Terakki Cemiyeti) a été abrégé en 'CUP'; Union libérale (Firka-i

Ahrar) en 'LU'; *Parti démocratique ottoman (Osmanli Demokrat Firkasi)* en 'ODP'; *Libéraux modérés (Mutedil Hürriyetperveran Firkasi)* en 'ML'; *Parti populaire (Ahali Firkasi)* en 'PP'; et *Entente Libérale (Hürriyet ve Itilâf Firkasi)* en 'EL'. Les *Indépendants* ont été identifiés comme « I ».

La réunion de Bitlis, chargée d'étudier la répartition des sièges pour l'élection au Parlement ottoman, s'est soldée par un échec, car le Comité de Constantinople s'est réservé le droit de négocier avec les leaders du CUP le nombre de fauteuils dévolus aux Arméniens lors de la première consultation électorale qui doit se dérouler, en novembre-décembre, au suffrage censitaire indirect.

Dans les provinces orientales, fief du parti Dachnak, les dirigeants réclament trois sièges arméniens pour le seul vilayet du Vasbouragan, mais le Comité de Constantinople n'en obtient qu'un, le second étant attribué à un membre de l'Ittihad et riche propriétaire terrien local, Tevfik effendi. Présent dans la région depuis longtemps et parlant le turc azéri, Aram semble tout naturellement désigné pour aller siéger au Parlement ottoman. Mais le Comité central de Van propose la candidature du Dr Vahan Papazian, également soutenu par les Rénovateurs *hentchak*. Celui-ci est opposé au candidat *hentchak-ramgavar*, le Dr Aslanian, natif de Van établi à Salonique, et à Avétis Terzibachian, qui apparaît sans grande prétention. Vahan Papazian fait campagne avec le soutien actif du CUP qui ouvre ses *meetings* aux orateurs de la FRA.

Celle-ci fait bloc derrière le CUP, pour s'assurer un maximum de sièges, et lance sa campagne officielle le 1^{er} septembre 1908 en publiant un document en vingt-six points, rédigé par le Conseil de la FRA, la plus haute instance du parti: décentralisation administrative, modification de la loi électorale, dissolution du Sénat, fidèle au sultan, promotion des langues minoritaires, renforcement des libertés fondamentales et de la presse, école libre, gratuite et obligatoire, distribution des terres aux paysans, création d'un ministère du Travail, semaine de travail de six jours, avec un repos dominical pour les citoyens chrétiens, sont autant de thèmes populaires abordés par ce document de campagne électorale.

Les résultats révèlent l'enracinement de la FRA dans les provinces orientales, mais aussi un échec cuisant dans les grandes villes, notamment dans la capitale. La FRA obtient quatre des dix sièges accordés aux Arméniens: Vartkès Séringulian et Armen Garo à Erzeroum, Vahan Papazian à Van et Kégham Der-Garabédian à Mouch. Chez les non-dachnaks, Krikor Zohrab et B. Haladjian sont élus à Constantinople, Spartal et Hagop Babikian à Smyrne, le *Hentchak* Mourad Boyadjian en Cilicie, à Kozan, et le Dr Nazareth Dagharvarian à Sébaste.

Le CUP obtient une victoire totale, avec cent-soixante sièges, y compris ceux de Babikian et de Haladjian, membres du CUP. Mais cette trop large suprématie favorise la constitution de courants internes. Ses réformateurs souhaitent voir le CUP sortir de sa clandestinité et jouer son rôle dans le gouvernement, tandis que les idéologues préfèrent rester en retrait et laisser les Libéraux et le sultan se discréditer auprès de l'opinion.

Le parti Union Libérale Ahrar, créé le 14 septembre 1908, n'obtient qu'une vingtaine de sièges. Seul parti d'opposition au CUP, le Ahrar n'a pas eu le temps nécessaire pour préparer la campagne, malgré la participation du prince Sabaheddin et de Kamil pacha. L'élection de Mahir Saïd bey à Angora est l'une des rares satisfactions des libéraux. Les autres partis ont une représentation restreinte: deux sièges pour les Clubistes bulgares, un aux *Hentchak* et au parti Social-Démocrate bulgare. On compte cependant quelque soixante-dix députés non-inscrits, dont Krikor Zohrab, alors plutôt proche du Ahrar. Organisées dans la précipitation, ces élections révèlent un respect très approximatif du pluralisme politique. En effet, le CUP vérouille le vote et son investiture ou, pour le moins, son soutien sont indispensables pour obtenir une représentation parlementaire.

Sur les deux-cent-quatre-vingt-huit (288) sièges à pourvoir, on compte cent-quarante-sept Turcs, soixante Arabes, vingt-sept Albanais, vingt-six Grecs, quatorze Arméniens, dix Slaves et quatre Juifs, soit deux-cent-vingt musulmans et quarante-six chrétiens.

Les députés religieux forment 30% de l'hémicycle, les grands propriétaires 30%, les fonctionnaires 20%, les professions libérales 10%, etc.

La session parlementaire est ouverte en grande pompe, le 17 décembre 1908, par un discours du sultan Abdul-Hamid expliquant les raisons qui l'ont amené à dissoudre le Parlement en 1878. Pour l'occasion, le sultan obtient un succès considérable auprès des députés, dont certains sont invités à dîner au Palais le 31 décembre.

On compte parmi eux le père-fondateur des Jeunes-Turcs, Ahmed Riza, qui est élu à la présidence du Parlement dès son ouverture, Vartkès Séringulian, Armen Garo et Vahan Papazian félicitent leur ancien compagnon d'exil qui, à son tour, couvre les anciens *fedai* arméniens de compliments.

L'usage de l'osmanli comme langue officielle du Parlement handicape cependant les députés arméniens de la FRA, Vahan Papazian et Vartkès Séringulian, qui ignorent le turc et en sont réduits au silence, tandis qu'Armen Garo et Kégham Der-Garabédian ne pratiquent que le dialecte turc de leur province. Proches des idées européennes, Bulgares et Arméniens occupent les rangs situés à l'extrême-gauche de l'hémicycle et forment, sous l'impulsion de Vahan Papazian, un groupe «travailliste» dont Zohrab est le porte-parole. En dehors de Spartal, les députés arméniens participent tous aux travaux des commissions parlementaires et à l'élaboration des grands projets d'intérêt public: Zohrab œuvre sur la réforme judiciaire, en particulier sur la réorganisation des tribunaux; reprenant une vieille idée de Khrimian Haïrig, Armen Garo travaille sur le projet américain «Chester» de construction d'une ligne de chemin de fer Méditerranée(Alexandrette)-Perse ; Vahan Papazian s'illustre dans les programmes d'éducation des provinces et le Dr Daghararian est membre du groupe de travail chargé des réformes médicales.

L'implication des Arméniens dans la vie nationale satisfait le CUP qui propose le poste de ministre de la Justice à Krikor Zohrab et celui de l'Industrie à Armen Garo. Mais les deux députés rejettent sa proposition, et c'est B. Haladjian qui, profitant de cette double défection, devient, en 1910, ministre des Travaux Publics du cabinet

Hakki pacha, puis, en 1911, ministre sans portefeuille du cabinet Saïd pacha. Armen Garo, Vahan Papazian, Malkhas et un architecte turc lui présentent le projet de construction d'un canal de dérivation du lac de Van vers le Tigre pour protéger la région des risques d'inondations. Haladjian l'accepte, mais les crédits ne suivent pas et le projet est abandonné.

D'autres suggestions sont avancées par les députés arméniens, concernant notamment la réduction de la dette publique ottomane — 17 millions de dollars en 1909 —, qui ne cesse d'augmenter, ou l'établissement de succursales bancaires dans les provinces. En 1908-1909, les députés arméniens jouent donc pleinement l'Ottomanisme, ravalant au second plan la question nationale. Mettant l'accent sur le dépassement du nationalisme, la FRA tente ainsi de créer au sein du Parlement une Union des députés de l'Asie mineure, à laquelle les députés musulmans s'avèrent hostiles. Elle suggère alors une alliance aux députés chrétiens, mais essuie un nouvel échec, en raison cette fois-ci de l'opposition des députés grecs, soucieux d'éviter que ne ressurgisse l'antagonisme chrétiens-musulmans.

Entre octobre 1908 et avril 1909, la situation intérieure se transforme sous l'effet d'un double développement: la crise diplomatique des Balkans et un nouveau remaniement ministériel, dont le courant religieux tire profit. Le 5 octobre, la Bulgarie déclare unilatéralement son indépendance. Le lendemain, l'Empire austro-hongrois proclame l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la Crète annonce son rattachement à la Grèce. Ce désastre, imputé au nouveau pouvoir, provoque un revirement de la politique générale du CUP, dont la raison d'être était précisément de maintenir l'intégrité territoriale de l'empire. La perte en deux jours d'une grande partie des territoires européens de l'empire fait perdre au CUP une bonne partie de son crédit et les premiers signes tangibles d'une réaction religieuse apparaissent immédiatement.

Dès le 7 octobre, une foule conduite par un *khodja*, Ali l'Aveugle, se rend au Palais pour demander au souverain de rétablir la *cheria*, la loi islamique. Le mouvement religieux se renforce aussi après la démission du gouvernement libéral de Kamil pacha, le 13 février 1909. Hostile à la nomination des nouveaux ministres de la Défense et de la Marine, le CUP fait voter une motion de censure contre le grand-vizir. L'Ittihad ne peut, en effet, tolérer que le contrôle de l'armée lui échappe et fait nommer un nouveau grand-vizir, Hilmi pacha, ancien inspecteur-général de Roumélie qui est beaucoup plus proche du CUP. L'opposition dénonce ce «coup d'Etat» des Unionistes, qui cherchent à imposer une dictature, et se rassemble autour du parti Libéral, dont le groupe parlementaire est alors composé de plus de cinquante députés, parmi lesquels de nombreux non-turcs. Refusant de se joindre au groupe contestataire, la FRA se trouve néanmoins face à un dilemme: soutenir le CUP, et cautionner ainsi l'appétit hégémonique des Unionistes, ou se rallier aux Libéraux et, du même coup, faire le jeu du sultan.

La FRA garde un profil bas et invite les partis politiques à respecter la Constitution. Seul *Drochak* se manifeste pour dénoncer la faiblesse du CUP, devenu un jouet entre les mains du sultan. Mikayèl Varandian considère que le pouvoir turc mène une politique ambivalente pour réduire au silence les partis d'opposition et pour calmer

les esprits sur la scène internationale. La nomination de Ferid pacha comme gouverneur du Palais est ressentie comme une provocation et chacun sent bien que c'est le sultan qui tire les ficelles de la confrontation entre l'Ittihad et le Ahrar, en utilisant leurs champions respectifs établis au Palais: Rechad effendi pour les Libéraux et Youssouf Izretin pour les Unionistes. Pour gagner du temps, poursuit l'éditorialiste de *Drochak*, le CUP s'est rapproché du sultan. Sans-étiquette, mais considéré comme le chef du groupe arménien, Krikor Zohrab n'hésite pas à condamner les réactionnaires. En pleine séance du Parlement, il éclate: «*Vous n'êtes pas les représentants du malheureux peuple turc, mais des tyrans. C'est une honte pour vous de plaider en faveur de l'Ancien Régime alors que les électeurs paysans d'Anatolie se meurent à petits feux à cause du régime que vous voulez réinstaurer*».

La tension monte et la moindre provocation peut déstabiliser la paix civile. Le 5 avril, la *Société de l'Union Islamique* publie un programme dans lequel elle jette l'anathème sur les athées du CUP et appelle à restaurer l'idéal islamique. Le 7 avril, Hassan Fehmi, journaliste du quotidien d'opposition *Serbest*, est assassiné. L'opinion accuse le CUP. Dans la nuit du 12 au 13 avril 1909, une mutinerie, connue sous l'euphémisme d'«*incident du 31 mars*», se déclenche.

Les soldats du I^{er} corps d'armée de Constantinople investissent la capitale et prennent le contrôle de tous les points stratégiques de la ville. Ils campent devant le Parlement et sont bientôt rejoints par d'autres unités, des religieux et des étudiants qui se lancent dans une chasse aux Ittihadistes. Plusieurs députés unionistes sont abattus dans les rues de la capitale, tandis que d'autres se terrent: Nazim se cache chez le militant *dachnak* Azarig; Talaat est réfugié chez Zohrab. Les mutins investissent aussi le Parlement, exigent la démission de son président, Ahmed Riza, qui est précisément absent, et prennent en otages les députés. Trois Arméniens se trouvent parmi les soixante parlementaires siégeant: Armen Garo, Vahan Papazian et Bédros Haladjian, l'un des seuls Unionistes présents.

Dans la confusion ambiante B. Haladjian prend courageusement la parole pour dénoncer les réactionnaires: «*Nous avons, dit-il, été élus par tous les peuples de l'Empire. Un représentant du peuple n'a pas le droit et ne peut tolérer qu'on lui dicte sa conduite [sous la menace] des baïonnettes*». Les montrant du doigt, il les presse enfin de quitter les lieux et attaque Abdul-Hamid en ces termes: «*Regardez par la fenêtre! Elle se trouve là-bas la canaille qui brûle nos poitrines. Le Parlement ne peut continuer ses travaux dans de telles conditions*».

A l'extérieur du Parlement, le malaise s'installe dans les esprits. Réunis au grand complet au siège de la FRA, les membres du Comité, Agnoui, Zavarian, Zartarian, Vahakn Datévian, Hratch, Sarkis et Roupèn, craignent d'éventuelles violences contre les Arméniens de la capitale et décident de combattre les insurgés et, si nécessaire, d'organiser l'autodéfense des Arméniens. Ils demandent en outre à Zohrab, Vartkès et Armen Garo d'aider Talaat, Khalil et les autres membres du CUP recherchés par les insurgés. Parallèlement, Agnoui est prié de prendre contact avec les partisans du prince Sabaheddin, lui-même opposé aux mutins. Mais la solidarité ne suffit pas et la FRA veut apporter concrètement son concours à la victoire des constitutionnalistes.

Fidèle à lui-même, Roupèn crée la stupeur lorsqu'il propose d'assassiner le sultan, projet que Zavarian considère comme irresponsable car, la mutinerie étant une affaire interne à l'armée, l'assassinat d'Abdul-Hamid pourrait encourager les insurgés à semer la terreur dans tout l'empire. Le lendemain, la population de la capitale apprend que l'armée de Macédoine, héroïne des événements de juillet 1908, s'est une fois de plus soulevée et marche sur Constantinople pour rétablir l'ordre légal. Toujours plus survolté, Haladjian remonte à la tribune du Parlement réuni et s'en prend encore une fois aux insurgés: «*Allez-y, tuez moi, je suis debout. Soit vous sortez et le Parlement poursuit ses travaux, soit le Parlement doit être dissout et nous serons libérés comme vous autres*». Prenant le risque de discréditer le Parlement et la Constitution, les députés n'ont pas d'autres choix que de former une délégation parlementaire — dans laquelle se trouve B. Haladjian — chargée de rencontrer le sultan et le nouveau grand-vizir, Tefvik pacha, élu à l'unanimité des députés inscrits.

Concernant l'organisation de l'autodéfense des Arméniens, confiée à Roupèn et Vahakn, il se révèle vite que «l'arsenal» de la FRA se limite à trente fusils et quelques munitions. Roupèn cherche néanmoins à mobiliser cinq cents hommes et tente vainement d'entrer en contact avec Djemal pacha, par l'intermédiaire de la femme grecque de ce dernier. Ils estiment tous deux que l'éparpillement des Arméniens dans la capitale est un avantage et que les insurgés ne prendront pas le risque de les massacrer sous les yeux des Européens. Pour Sarkis et Hratch, l'éparpillement des Arméniens fait au contraire obstacle à une autodéfense efficace de tous les quartiers de la ville et rend ainsi les Arméniens vulnérables. Zavarian se range aux côtés des seconds et insiste sur la nécessité de disposer de 250 fusils au minimum.

Plusieurs activistes sont alors envoyés en province. Kaspar Ipékian se charge d'Adabazar et de Bardizak; Ghévont Méloyan se rend à Smyrne et Roupèn doit gagner la Turquie d'Europe pour négocier avec les leaders du CUP présents en Roumélie — notamment Talaat, arrivé depuis peu — l'envoi d'armes aux Arméniens soulevés contre les religieux. Mais Roupèn ne va pas au-delà de Rodosto, déjà aux mains des Constitutionnalistes. Lors d'une entrevue entre le délégué du comité local de la FRA, le Dr Malakian, et son homologue du CUP, les Arméniens sont autorisés à disposer de l'armement de la ville. Un groupe de cinq cents hommes, organisé en deux brigades, y est formé. Le CUP se charge de constituer la première, déployée en ville, tandis que la seconde, commandée par Roupèn, marche sur Constantinople. Roupèn adresse plusieurs télégrammes à Agnouni, Vehib pacha, à Monastir, et à Djemal, à Salonique, pour qu'on lui fournisse le matériel militaire nécessaire. Mais en vain, car Salonique ne répond pas et il doit se contenter de cent-soixante fusils et quarante caisses de munitions livrés par le CUP de Rodosto. Quant à Kaspar Ipékian, il réussit à mobiliser plus de cinq-cent-cinquante hommes, dont la participation s'avère inutile, car la caserne de Sélimié a fini par répondre positivement aux appels de l'armée de Macédoine.

Alors que l'armée de Mahmoud Chevket pacha marche sur la capitale, le pouvoir en place à Constantinople songe déjà à éviter un bain de sang. Les députés conservateurs et neutres proposent aux deux camps de se rencontrer en dehors de la ville, à Tchadaldja, où stationne l'armée de Mahmoud Chevket. Présent dans la

délégation arrivée de Constantinople, Vartkès ne parvient pas à faire aboutir les négociations et Mahmoud Chevket reprend sa marche en avant. Réunis à San Stefano à l'initiative des Constitutionnalistes, les députés, majoritairement jeunes-turcs, décident alors de se constituer en d'Assemblée nationale, décrètent l'état d'urgence dans le pays et appellent à la déposition du sultan. La guerre civile est évitée et l'armée investit dans le plus grand calme la capitale le 24 avril 1909.

Le pays est soumis à la loi martiale, qui va rester en vigueur jusqu'en mars 1911, et le sultan exilé à Salonique, remplacé par son frère Mehmed V. L'épuration commence par des pendaisons et se poursuit par de nombreuses arrestations. Chez les Arméniens, c'est l'explosion de joie. La Chambre nationale arménienne manifeste sa solidarité avec l'armée de Mahmoud Chevket et le sultan Mehmed V. L'ancien grand-vizir, Hilmi pacha, est rappelé et nommé immédiatement Chevket pacha ministre de la Défense. Pour la FRA, c'est une «*seconde révolution, le bourreau est tombé*». La joie se lit sur tous les visages de la rue Sakez-Aghadj, malgré le refus de la direction du CUP de livrer des armes aux Arméniens et d'autoriser Roupèn et Zavian à lever des corps de volontaires pour défendre la Constitution. Pour les dirigeants de la FRA, la crise d'avril 1909 est le fruit de dissensions au sein de l'armée ottomane, attisées par la rivalité entre d'un côté les Allemands et les Autrichiens et de l'autre les Russes pour la contrôle de la région. Roupèn fait du reste remarquer que les unités de Vehib pacha sont restées en retrait pour surveiller le comportement de l'Autriche, de la Serbie et de l'Albanie.

Le dénouement de la mutinerie se solde par le renversement d'Abdul-Hamid, bête noire de la FRA, et comble de joie ses dirigeants, de nouveau prêts à réaffirmer leur attachement à l'alliance avec le CUP. Ils sont cependant encore loin d'imaginer que le sauvetage de la Constitution a coïncidé avec le massacre des Arméniens de Cilicie. La tragédie d'Adana les foudroie et réinfecte la «blessure».

Revue d'histoire arménienne contemporaine I (1995), pp. 45-99.

Le 06.07.2017

WAN

©Western Armenia News